

L'inclusion financière : Enjeux et objectifs

الشمول المالي: التحديات والأهداف

GODIH Djamel torqui¹, KAMELI Mohammed², LAZREG Mohammed³

¹ Université de Mostaganem (Algérie)

² Université de Sidi Bel Abbes (Algérie)

³ Université de Sidi Bel Abbes (Algérie)

Reçu : 03/10/2022

Accepté:14/11/2022

Publié:26/01/2023

Résumé :

L'inclusion financière (ou finance inclusive) se caractérise par des offres et des services financiers développés. Elle contribue à la stabilité financière et à la croissance. Les objectifs de notre communication répondent à trois axes fondamentaux : En premier lieu mettre en exergue que parmi les objectifs de l'inclusion financière figure en bonne place la relation étroite avec la croissance économique. En deuxième lieu, mettre en lumière les paramètres adéquats afin de promouvoir l'inclusion financière. En troisième lieu, mettre en relief les principaux piliers qui puissent permettre un essor de l'inclusion financière en Algérie.

Mots-clés : Inclusion financière ; les objectifs de l'inclusion financière ; Les enjeux de l'inclusion financière ; Paramètres fondamentaux.

Codes de classification Jel : L09.

ملخص:

يتميز الشمول المالي (أو التمويل الشامل) بالعروض والخدمات المالية المتطورة. يساهم في الاستقرار المالي والنمو. تستجيب أهداف هذه الورقة البحثية لثلاثة محاور أساسية: أولاً، إبراز أنه من بين أهداف الشمول المالي، تظهر العلاقة الوثيقة مع النمو الاقتصادي بشكل بارز. ثانياً، تسليط الضوء على المعايير الصحيحة لتعزيز الشمول المالي. ثالثاً، تسليط الضوء على الركائز الأساسية التي يمكن أن تسمح بازدهار الشمول المالي في الجزائر.

كلمات مفتاحية: الشمول المالي؛ أهداف الشمول المالي؛ تحديات الشمول المالي؛ المعايير الأساسية.

تصنيفات JEL : L09.

Auteur correspondant : KAMELI Mohammed, e-mail: medkameli@yahoo.fr

1. Introduction :

La banque d'Algérie définit l'inclusion financière comme la disponibilité et l'utilisation de tous les services financiers par les différents segments de la société dont les institutions et les particuliers, surtout ceux qui sont marginalisés, à travers les canaux officiels, notamment les comptes courants et d'épargne, les services de paiement et de transferts, les services d'assurance, les services de financement et de crédit et des innovations des services financiers plus adaptés avec des prix compétitifs et raisonnables. **(Rakhrour, Benilles, 2021)** mettent en évidence que l'inclusion financière signifie que les particuliers et les entreprises ont accès à des produits et services financiers utiles et abordables qui répondent à leurs besoins. **(Gloukoviezoff, 2013)** explique que l'inclusion financière fait référence à un processus par lequel une personne peut accéder ou utiliser les services et les produits financiers proposés par des prestataires classiques. **(Abdulrahman A. Al Hamidy, Directeur Général Président du Conseil d'Administration du Fonds monétaire Arabe (FMA) 2017)** souligne que « l'inclusion financière est un catalyseur du développement durable dans le monde arabe. Les secteurs financiers inclusifs sont essentiels pour réduire la vulnérabilité des ménages à faibles revenus et pour encourager l'essor des petites et moyennes entreprises à travers une meilleure répartition de capitaux. Ces deux dynamiques permettent de promouvoir la croissance économique en contribuant à réduire le chômage, considéré comme un défi de taille de l'ensemble des pays arabes. ». **(Ezzahid, 2018)** met en exergue que l'inclusion financière peut être définie comme le processus via lequel des outils, des instruments et des canaux sont mobilisés en vue de servir le plus grand nombre de ménages et d'entreprises et surtout les gens jusque là exclus pour n'importe quelle raison du système financier formel. Les raisons d'exclusion peuvent être financière, idéologique,, géographique ou de tout autre nature. L'inclusion financière est une situation où les particuliers et les entreprises ont l'opportunité d'accéder et la capacité d'utiliser une gamme diversifiée des services financiers adaptées qui sont fournies de manière responsable et durable par les institutions financières **(Daaena, Barbara, 2015)**. **(Claessens, 2006)** souligne que l'importance accrue accordée à l'inclusion financière est due à son rôle en matière de facilitation des affaires et des accroissements du bien être des populations défavorisées et de renforcement de l'activité des micro ; petites et moyennes entreprises. Dans un rapport pour le compte de l'union des banques Maghrébines **(Dhafer et Zouari , 2018)** mettent en évidence que

de récents travaux, menées notamment par la Banque mondiale montrent les avantages potentiels de l'inclusion financière en matière de développement via l'utilisation des services financiers numériques, comme les services de mobile money, les cartes de paiement et d'autres applications de technologie financière. Ils évaluent aussi le lien entre l'inclusion financière et les inégalités. La base de données Global Findex montre qu'entre 2014 et 2017, 515 millions d'adultes dans le monde ont ouvert un compte auprès d'une institution financière ou d'un fournisseur de « Mobile Money ». Rappelons que le Mobile Money est une technologie qui permet aux individus de recevoir, garder et dépenser de l'argent en utilisant un téléphone mobile. Cela signifie que 69% des adultes ont désormais un compte, contre 62% en 2014 et 51% 2011. Dans les économies à revenu élevé, 94% des adultes ont un compte. Dans les économies en développement, ils sont de 63%. Dans ce cadre, l'inclusion financière (ou finance inclusive) met en relief l'offre de services financiers et bancaires de base à faible coût pour les entreprises et les consommateurs en difficultés qui sont exclus des services traditionnels. En outre, **l'inclusion financière** a pour but d'élargir l'accès à des produits et services (non) bancaires et (non) financiers abordables et responsables pour les populations exclues du circuit bancaire classique. En Occident par exemple, Pour parvenir à inclure le plus grand nombre dans le système financier et leur faire bénéficier de services bancaires adaptés, toute une gamme de produits et services ont été développés.(**Daena , Barbara 2015**) mettent en relief que Prenant conscience de l'impact potentiel des services financiers sur les ménages et les économies, les autorités, les spécialistes et les bailleurs de fonds ont détourné leur attention de la micro finance classique à savoir l'offre des services financiers aux pauvres, par des prestataires spécialisés au profit de l'inclusion financière à savoir une situation où les particuliers et les entreprises ont l'opportunité d'accéder et la capacité d'utiliser une gamme diversifiée de services financiers adaptés qui sont fournis de manière responsable et durable par des institutions financières formelles. D'autre part, face à un monde de plus en plus complexe, l'inclusion financière est devenue l'une des préoccupations majeures du monde, non seulement pour soutenir ses politiques de développement socio-économique mais aussi, pour maintenir voire favoriser la croissance économique.

C'est donc un triple questionnement qui va structurer notre communication :

- Quels sont les objectifs principaux afférents à l'inclusion financière ?

- Quels sont les paramètres fondamentaux à mettre en œuvre pour promouvoir la démarche de l'inclusion financière ?
- Quelle stratégie à adopter pour un essor de l'inclusion financière en Algérie ?

Ce sont donc trois questions qui sous tendent la problématique ayant trait à notre communication. Pour résoudre cette problématique, nous avons émis les hypothèses suivantes.

Nos hypothèses :

- Les principaux objectifs de l'inclusion financière visent entre autres : à promouvoir la croissance économique car il existe un lien entre croissance économique et développement financier. Les analyses théoriques basées sur les modèles de croissance endogène comme les études empiriques à partir de l'expérience de croissance de divers groupes de pays, montrent que le système financier joue sur ces différents aspects de la croissance. L'efficacité d'un système bancaire et financier se mesure au nombre de projets économiques qui peuvent voir le jour et se développer grâce à lui. Par ailleurs, l'inclusion financière favorise la concurrence entre les banques à travers la diversité et la qualité des produits. Elle vise également, à intégrer dans le secteur financier les petites et moyennes entreprises, les micros entreprises, les populations marginalisées et à faibles revenus et ce, à travers l'offre des services financiers.
- Afin de promouvoir l'inclusion financière dans un pays, plusieurs leviers fondamentaux doivent être mis en œuvre, il s'agit entre autres : De l'application d'une réglementation et d'un cadre législatif propice au développement de l'inclusion financière ; Le développement d'un système bancaire et financier efficace car il joue un rôle fondamental dans l'accélération des processus d'échanges de biens et de service ; il est à l'origine de toutes les allocations optimales des ressources financières devant stimuler l'activité économique, l'emploi, ainsi que l'amélioration de la productivité et l'innovation qui puisse permettre un rayonnement de l'inclusion financière . D'autre part, il y a lieu de renforcer et de développer des systèmes de paiement et de règlement et ce, grâce à l'apport des nouvelles technologies en la matière tout en mettant en œuvre des services financiers qui puissent répondre aux différentes catégories sociales de la population en y incluant une protection financière des consommateurs d'une part et un renforcement de

l'éducation et de la culture bancaire et financière au sein de la population d'autre part.

- Pour un essor de l'inclusion financière en Algérie, la mise en place de plusieurs piliers s'avère indispensable, à titre d'exemple, nous pouvons citer : La valorisation et la formation des ressources humaines dans le domaine bancaire et financier ; Une bonne gouvernance économique et financière ; La prise d'initiative pour une réforme globale du schéma de financement de l'économie nationale à travers le développement de la bancarisation et le recours à des technologies de pointe dans les domaines afférents aux systèmes de paiement ; L'établissement d'un cadre législatif approprié pour une dynamisation de l'inclusion financière tout en mettant en exergue l'amélioration des produits et des services financiers qui répondent aux exigences des différentes couches de la population algérienne...

2. Les principaux objectifs ayant trait à l'inclusion financière :

L'inclusion financière est devenue l'une des préoccupations majeures de la plupart des pays à travers le monde ; en effet, elle contribue à la croissance économique malgré le repli qu'elle a connu au cours de ces dernières années. En effet, pour les banques centrales, l'inclusion financière est devenue le centre d'intérêt pour une croissance économique. Un système bancaire et financier performant contribue efficacement à la croissance

2.1. Y- a- t- il une croissance économique induite par le système financier ? :

Quel rôle peut jouer le système financier dans le processus de croissance ? Les analyses théoriques de la croissance mettent l'accent sur le développement financier comme moteur de cette croissance. Les analyses théoriques, basées sur les modèles de croissance endogène comme les études empiriques à partir de l'expérience de croissance de divers groupes de pays, montrent que le système financier à travers une parfaite inclusion financière joue sur ces différents aspects de la croissance. Aussi, l'inclusion financière constitue un vecteur important pour de nombreux pays en particulier les banques centrales. Elle contribue à la stabilité financière et à la croissance économique

2.2. L'inclusion financière et l'insertion sociale : un lien étroit

Du point de vue social, le domaine d'inclusion est abordé sur plusieurs indicateurs : revenu, emploi, éducation, logement et santé. (**Beck et al, 2011**) mettent en évidence que dans les pays où les systèmes financiers

demeurent faiblement développés, le financement constitue un enjeu majeur tant pour l'Etat que pour le secteur privé. Dans la mesure où il favorise l'épargne et l'accumulation du capital et qu'il permet d'assurer une allocation optimale des capitaux, le développement financier peut contribuer à une accélération de la croissance et à une réduction de la pauvreté. Pour (Atta, 2009) les indicateurs de l'inclusion sociale se résument par cinq indicateurs : taux de pauvreté, inégalité de revenu, chômage de longue durée, désertion scolaire et l'espérance de vie. (Gloukoviezoff, 2004) (Seriet, 2006) ont consacré leurs travaux au rôle et l'apport des institutions financières (banques, micro finance...) dans l'amélioration de la vie économique et sociale, c'est-à-dire un simple service bancaire ou prêt peut se traduire par une inclusion sociale des individus. Toutefois, l'inclusion financière ne peut être réalisable et optimale que lorsqu'elle permet, en amont, aux populations vulnérables d'accéder aux services de dépôts, commençant par l'ouverture de compte pour rendre possible l'accès au crédit.

2.3. L'inclusion financière et les objectifs fixés par les Nations Unies en la matière :

Pour l'ONU l'inclusion financière est un levier important d'efficacité économique et d'équité sociale. En effet, en favorisant la promotion de la finance numérique et l'accès au financement, à l'épargne et à l'assurance, l'inclusion financière contribue : à la croissance économique, la bonne santé et le bien-être ; La réduction de la pauvreté, de la faim et des inégalités ;L'accès à un emploi décent.

2.4. La lutte contre l'exclusion bancaire pour favoriser l'inclusion financière :

Dans ce cadre, (Monnier, Mahier le Francois, 2015) mettent en relief qu'en France par exemple le législateur a renforcé la lutte contre l'exclusion bancaire en proposant des dispositifs permettant aux plus fragiles de pouvoir détenir un compte et réaliser des opérations courantes et ce à travers plusieurs paramètres , notamment à travers la gamme des paiements alternatifs qui concerne les personnes interdites bancaires ou en situation de surendettement et ce, par la mise à disposition d'une carte bancaire à autorisation systématique, de virements et de prélèvements ainsi qu'un service d'alerte par SMS. Par ailleurs, (Monnier, Mahier le Francois, 2015) mettent en évidence l'Offre pour les personnes en situation fragile (depuis le 1octobre 2014) en France. L'offre en question cible les personnes en surendettement et fichées pendant au moins 3 mois consécutifs d'une part, d'autre part les clients qui connaissent des incidents

récurrents pendant 3 mois. En effet, l'ouverture, la tenue et la clôture du compte de dépôt, une carte de paiement à autorisation systématique, le dépôt et le retrait d'espèces dans l'agence de la banque qui tient le compte.

2.5. La finance responsable : levier fondamental pour une inclusion financière

(Daena , Barbara 2015) mettent en exergue que la finance responsable est devenue un pilier des initiatives d'inclusion financière pour s'assurer que les bailleurs de fonds ne favorisent pas seulement l'accès à la finance, mais également le développement des marchés, à la fois justes, transparent et répondant aux besoins des clients.

2.6. Les autres objectifs relatifs à l'inclusion financière :

Après avoir mis en exergue quelques objectifs de l'inclusion financière, nous tenterons de résumer ci-dessous les autres objectifs relatifs à l'inclusion financière. La stabilité financière exige que la majorité de la population et les entreprises puissent faire partie intégrante du système économique et financier d'où l'importance de l'inclusion financière dans ce cadre. D'autre part, il est fortement recommandé pour un système bancaire et financier d'un pays de diversifier les produits et les offres pour un maximum de transactions afin de créer une concurrence interbancaire et lutter en même temps comme les réseaux informels. Cet objectif ne peut être atteint que grâce à une solide inclusion financière. Comme nous l'avons mis en évidence, la lutte contre l'exclusion financière constitue également un objectif primordial de l'inclusion financière et ce, à travers un intérêt accru pour les populations à faible revenu, une attention particulière pour les femmes, une aide aux PME, un développement de la micro finance. Cet état de fait, ne peut être concrétisé que par une offre abondante des produits et des services financiers mis à la disposition de toutes les catégories sociales de la société.

3. Les paramètres fondamentaux à mettre en œuvre pour promouvoir la démarche de l'inclusion financière

Afin de promouvoir la démarche pour asseoir une inclusion financière efficace, il ya lieu à notre sens de promouvoir les paramètres suivants.

3.1. L'importance de la bancarisation comme stimulant de l'inclusion financière :

(Mouhoubi, 1998) souligne qu'une économie moderne, puissante, performante et compétitive ne peut exister sans un système bancaire et financier moderne, puissant, performant et ouvert. L'une ne va pas sans l'autre. (Mishkin, Bordes, Haut cœur, Labarthe , 2007) mettent en

évidence que les marchés financiers qui fonctionnent bien sont un facteur clé dans la production d'une croissance économique élevée, alors que les marchés inefficaces sont une des raisons pour lesquelles de nombreux pays dans le monde restent pauvres. Aussi, une infrastructure financière développée contribue efficacement à l'inclusion financière dans un pays. Toutefois, et comme nous l'avons souligné ci-dessus, pour un essor de l'inclusion financière, les pouvoirs publics doivent mettre en œuvre un environnement législatif adéquat en la matière, une extension du réseau bancaire et financier qui puisse répondre aux exigences de la population du pays, l'adoption des technologies nouvelles pour une expansion des systèmes de paiement et de règlement...

3.2. L'impact de l'innovation financière sur l'inclusion financière :

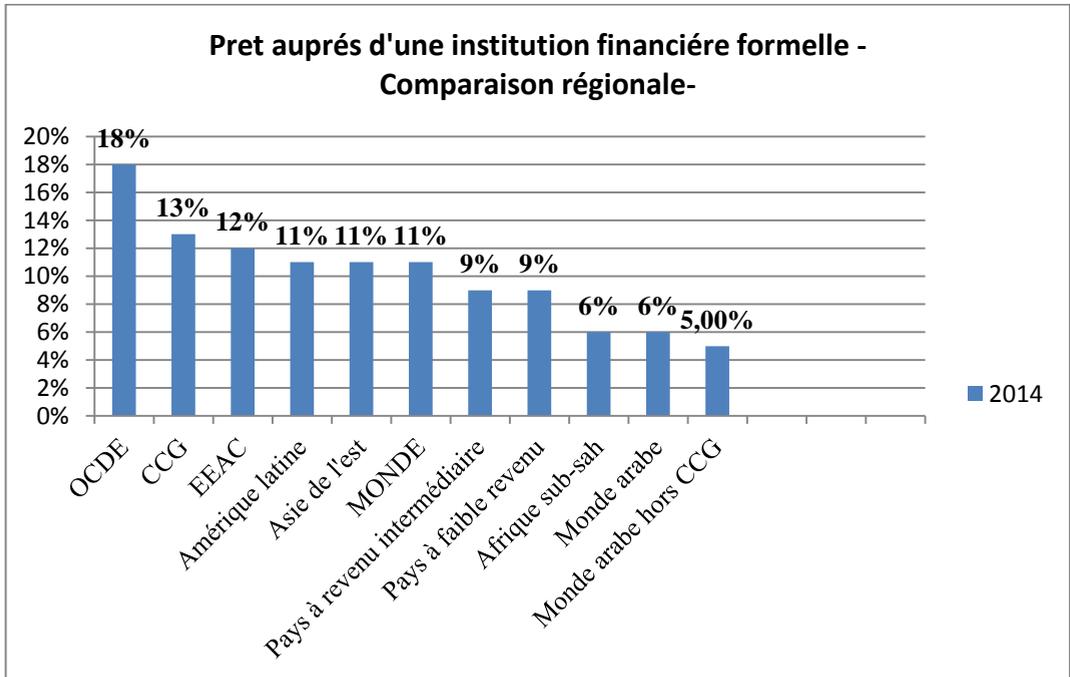
(Polilo, 2011) souligne le rôle central de la finance novatrice dans un processus d'inclusion financière. Celle-ci constitue le véhicule à travers lequel l'inclusion financière devient possible et crée de nouvelles dynamiques sociétales. Pour (Kempson et Whyley (1999) l'innovation financière constitue un élément constitutif de tout processus d'inclusion financière qui devrait résulter des actions stratégiques telles que l'accès physique à une institution financière, la réduction des contraintes en matière de crédit, la réduction des coûts et la généralisation des services financiers à domicile grâce à l'utilisation des nouvelles technologies d'information (centre d'appel, banque en ligne et téléphone mobile).

3.3. Un système bancaire et financier efficient : Levier prépondérant pour une émergence de l'inclusion financière

Le système bancaire remplit une multitude de fonctions, depuis la gestion des moyens de paiements jusqu'à la création de monnaie. Elle accorde des crédits, elle draine l'épargne qui sert à consentir des crédits. La banque est également un intermédiaire sur les marchés financiers. De même que la banque assume la fonction de conseil. Concernant le système financier (Bodie et Merton, 2011) soulignent que le système financier est l'ensemble des marchés et intermédiaires qui sont utilisés par les ménages, les entreprises et les Etats pour mener à bien leurs décisions financières. Ce système inclut les marchés d'actions, d'obligations, et autres titres financiers, ainsi que les banques et les compagnies d'assurances. Les fonds transitent dans le système financier, depuis les entités qui ont un excédent de fonds vers celles qui ont un déficit. Ces transferts de fonds passent souvent par un intermédiaire.

3.3.1. L'importance du système bancaire et financier dans le développement de l'inclusion financière : un état comparatif

Figure n°1 mettant en exergue le classement des pays Arabes en matière d'inclusion financière



Source : rapport du fonds monétaire Arabe pour 2016 intitulé : Education financière dans le monde Arabe : stratégies, mise en œuvre et impacts.

Nous constatons dans la figure ci-dessous que les pays de l'OCDE occupent la première place, les pays du Golfe occupent la deuxième place. Par contre, le monde Arabe hors les pays du Golfe prend la dernière place.

3.4. La confiance et la protection financière des consommateurs : vecteurs essentiels pour un essor de l'inclusion financière

La confiance dans le système bancaire et financier dans un pays et la protection financière des consommateurs constituent un centre d'intérêt fort important dans le cadre de l'inclusion financière. Dans ce cadre, (Mansouri, Khiat, 2017) mettent en évidence que depuis plusieurs décennies, la confiance, qu'elle soit interpersonnelle, organisationnelle ou inter-organisationnelle, a fait l'objet de nombreuses recherches, tant dans les sciences économiques, de gestion, que sociales. La protection des consommateurs suppose des règles bien établies qui mettent en relief la confiance à travers un système bancaire et financier efficient qui puisse

établir des règles appropriés. Il s'agit plus particulièrement : De faire bénéficier le client (consommateur) d'un traitement équitable avec une transparence certaine et une qualité concernant les services et les produits financiers ; il s'agit également de faire bénéficier le client des informations crédibles ayant trait aux différents produits notamment ceux concernant les avantages et les risques y afférents, le conseil bancaire dans ce sens, demeure un outil fort important.

3.5. La diversité des produits et des services financiers : source pour une concrétisation de l'inclusion financière

Une concurrence concernant les produits et les services financiers contribue efficacement au développement de l'inclusion financière dans un pays. En effet, la diversité à travers la concurrence permettra une facilitation de l'accès au profit des différentes couches sociales et permettra également aux petites et moyennes entreprises, aux micro entreprises d'accéder aux différents produits financiers qui seront mises en œuvre par les différentes banques et établissements financiers.

3.5.1. Les effets induits par les progrès technologiques sur la diversité des produits et des services financiers

(Mas, Kimar, 2008) mettent en évidence les opportunités par les nouvelles technologies de l'information et de la communication pour une meilleure inclusion financière et ce , à travers « mobile banking » qui représente une chance pour les exclus et une opportunité pour les banques dans la mesure où il permettrait d'une part d'étendre la distribution des services financiers aux pauvres marginalisés par des institutions traditionnelles.

3.5.2 La concurrence et les innovations financières : Leviers de pilotage pour une promotion de l'inclusion financière

(Kempson et whyley ,1999) mettent en lumière que l'innovation financière constitue un élément constitutif de tout processus d'inclusion financière qui devrait résulter des actions stratégiques telles que l'accès physique à une institution financière, la réduction des contraintes en matière de crédit, la réduction des coûts et la généralisation des services financiers à domicile grâce à l'utilisation des nouvelles technologies d'information (centre d'appel, banque en ligne et téléphone mobile).

3.6. L'éducation financière : Levier d'action pour une émergence de l'inclusion financière

La culture financière et bancaire constitue une ossature importante pour une amélioration de l'inclusion financière dans un pays. En effet, les connaissances financières constituent un avantage certain pour les peuples

et les Etats qui aspirent à intégrer l'inclusion financière dans leur stratégie de développement. En ce sens, la culture bancaire et financière permet aux citoyens d'un pays de prendre des décisions ayant trait aux domaines économiques et financiers en matière d'investissement, de placement...et contribue ainsi à la croissance économique. Pour cela les pouvoirs publics doivent mettre en œuvre les bases essentielles pour un développement de l'éducation financière à travers : les informations économiques, le système d'enseignement, la culture financière...A ce sujet, **(Jouahri, 2016)** met en évidence que dans un monde financier de plus en plus complexe, l'éducation financière est devenue un facteur important pour l'efficacité économique et sociale. En ce sens, l'éducation en question s'adresse à l'ensemble des citoyens d'un pays quel que soit leur niveau d'instruction, leur âge, leur secteur d'activité et leur catégorie socioprofessionnelle.

3.7. Quelques recommandations du fonds monétaire Arabe (FMA) en matière d'inclusion financière

Tableau n°1 mettant en lumière les recommandations en question

Axes	Recommandations
Evaluation des compétences financières des groupes cibles	1. Un dispositif de collectes des données probantes sur le niveau de connaissance financière des groupes cibles, tels que ceux développés par l'OCDE et son réseau international (OECD/INFE).
Evaluation de l'impact des programmes d'éducation financière	2. S'appuyer sur des outils d'évaluations reconnues
Elaboration de stratégies nationales d'éducation financière	3. S'assurer de l'implantation de différentes parties prenantes : public, privé et société civile. 4. Mettre à profits le retour d'expérience des stratégies nationales ex : OCDE,
Renforcement de l'échange régional	5. Profiter de l'appui des plateformes régionales comme « Fonds Monétaire Arabe et l'alliance pour l'inclusion financière ».
Priorisation des programmes d'éducation financière aux groupes vulnérables, notamment : femmes, jeunes, très petites entreprises et migrants	6. Améliorer les produits financiers ciblés et adaptés aux besoins des genres et aux jeunes. 7. Introduire des outils d'éducatons financières destinées au TPE. 8. Développer des programmes d'éducation financière dédiée aux migrants.
Diffusion large de	9. Intégrer les programmes d'éducation financière

l'éducation financière	dans le curriculum scolaire et les programmes d'alphabétisation. 10. S'appuyer sur les nouvelles technologies pour déployer les programmes d'éducation financière (e-learning, application mobile, réseau sociaux, etc)
------------------------	--

Source : rapport du fonds monétaire Arabe pour 2016 intitulé : *Education financière dans le monde Arabe : stratégies, mise en œuvre et impacts.*

4. La stratégie à mettre en œuvre pour un essor de l'inclusion financière en Algérie :

Additivement à ce que nous avons pu mettre en exergue concernant le développement de l'inclusion financière dans un pays en l'occurrence : les objectifs recherchés et les paramètres fondamentaux à mettre en œuvre pour promouvoir la démarche de l'inclusion financière à travers notamment : le développement de la bancarisation, l'innovation financière, l'efficacité du système bancaire et financier, la confiance et la protection financière des consommateurs, la diversité des produits et des services financiers pour instaurer une concurrence ; l'éducation financière... Ces paramètres en question constituent à notre avis les fondements essentiels pour promouvoir l'inclusion financière dans un pays . Nous tenterons dans cette section de mettre en évidence les autres piliers indispensables à l'Algérie pour asseoir une véritable inclusion financière.

4.1. La valorisation des ressources humaines et la bonne gouvernance dans le domaine bancaire et financier en Algérie : Vecteur primordial pour une inclusion financière

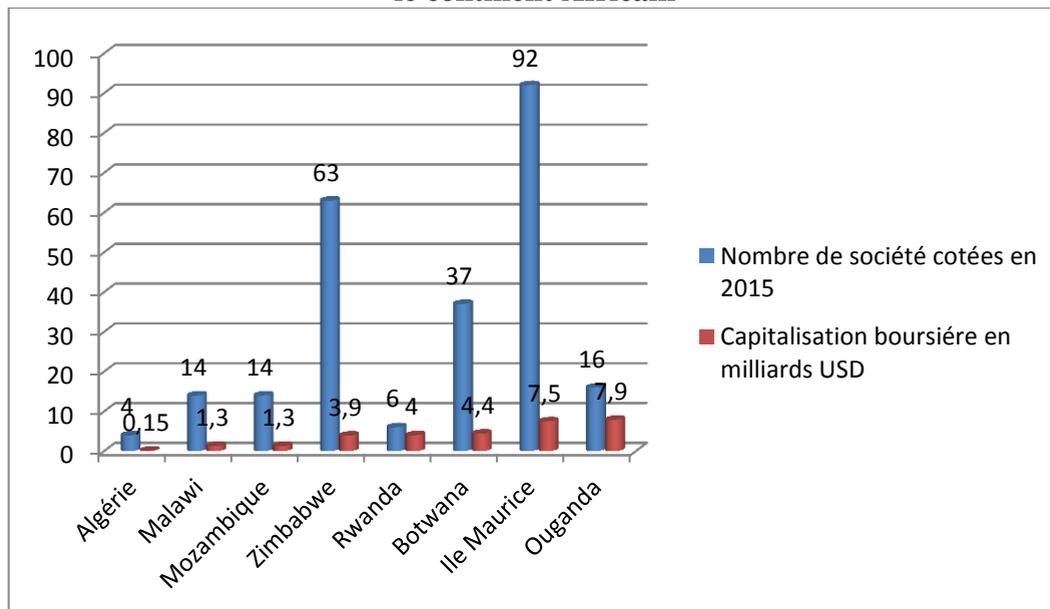
Les ressources humaines sont devenues une composante centrale de l'agenda des chercheurs dans le domaine de la performance de l'entreprise. Réussir dans le cadre de la mondialisation économique où les maîtres-mots sont la compétitivité et la flexibilité nécessite entre autres de la compétence au sein de l'entreprise (La banque est considérée comme une entreprise). La gestion des ressources humaines est désormais un pré-requis pour toute entreprise qui veut maintenir ou améliorer ses performances. La qualité des ressources humaines représente un atout considérable pour une économie et son insertion dans le marché mondial. La mission principale de la gestion des ressources humaines, est de disposer d'un potentiel humain, qui soit impliqué dans la performance et l'efficacité de l'organisation. Aussi, les ressources humaines constituent l'ossature principale de l'efficacité et du renouveau bancaire en Algérie. Actuellement, la notion de bonne gouvernance constitue une référence pour expliquer la qualité du développement et de la croissance. Elle est inscrite comme objectif dans la

majorité des documents de politique générale ou de plans de développement en Occident. Sa qualité est retenue comme l'un des facteurs qui déterminent la réussite d'une économie. (Imadalou, 2019) insiste sur la réforme de la gouvernance des banques publiques qui doit constituer un axe stratégique majeur pour rehausser l'activité bancaire et permettre aux acteurs du secteur d'agir en vecteurs de développement économique du pays en matière de bancarisation, d'inclusion bancaire et de financiarisation de l'économie pour une croissance plus inclusive.

4.3. Nécessité d'une réforme bancaire et financière pour une efficacité de l'inclusion financière en Algérie :

Pour (Mouhoubi, 1998) en Algérie l'absence d'un système financier et financier digne de ce nom constitue un quadruple obstacle : à la poursuite des réformes ; à la relance économique ; à la restructuration industrielle et donc au redéploiement de l'appareil de production de manière générale et enfin, à l'émergence d'un marché financier sans lequel une économie de marché n'a aucun sens. (Naas, 2003) souligne que la restructuration du système bancaire en Algérie est à situé dans un plan de réforme d'ensemble qui intégrerait outre le cadre dans lequel les banques évoluent, l'administration économique de l'Etat, le Trésor, la banque centrale et le marché financier. Le marché financier a connu au cours des dernières années un développement important dans le monde. L'essor des principales bourses a facilité l'accès aux capitaux dont les entreprises industrielles et commerciales ont eu besoin pour investir. (Rabhi, 2020) met en évidence que la bourse d'Alger est dans un état rachitique, c'est ce qui ressort du rapport annuel pour l'année 2019 publié par la commission d'organisation et de surveillance de bourse (COSOB). Le document évoque un faible niveau de liquidité et un marché financier en manque de profondeur, elle représente moins de 0,5% du produit intérieur brut (PIB) ; Le rapport souligne que le nombre de transaction reste tout de même insuffisant ce qui dénote le faible niveau de liquidité sur le marché. La bourse des actions d'Alger a du mal à être attractive. Le compartiment action du marché principal de la bourse n'a pas connu de nouvelles introductions depuis plusieurs années. Pour (Berkouk, 2019) la bourse d'Alger végète depuis 1988. Les banques publiques accusent des retards dans la digitalisation dans la conceptualisation et la structuration de produits financiers ; La bourse d'Alger souffre cruellement de profondeur et de liquidité

Figure n°2 : la place de la bourse des valeurs mobilières d'Alger (BVM) sur le continent Africain



Source : Khaled M (2019) : *Efficienc e informationnelle et excès de confiance : Quel constat pour le marché des actions en Algérie ?* Revue d'économie et de statistiques appliquée Volume 16 n° 1, Juin 2019, pp 84-103.

Deux particularités sont à mettre en évidence : La place de la bourse d'Alger au niveau Africain qui se classe loin derrière la bourse du Malawi d'une part et d'autre part, la place peu reluisante du nombre de titres cotés par rapport à certains pays Arabes. Il demeure indispensable pour les pouvoirs publics d'engager un ensemble de réformes axées sur la restructuration, la réorganisation et la modernisation du système bancaire et financier en Algérie et ce, pour une émergence de l'inclusion financière.

4.4. Quel est l'état de l'inclusion financière en Algérie ?

(Nemmouchi, 2020) souligne que la banque mondiale avec le soutien financier de la fondation Bill et Melinda Gates réalise depuis 2011 la production de données la plus complète sur l'inclusion financière portant sur 140 pays (FINDEX). Les résultats de la deuxième enquête publiés en 2017 concernant l'Algérie indiquent que le nombre d'adultes titulaires de comptes auprès des institutions formelles en pourcentage de la population adulte (plus de 15 ans) est de 43% (moyenne mondiale : 69%). En d'autres termes 57% de la population algérienne est exclue du système financier. L'exclusion des femmes indique (Nemmouchi, 2020) est encore plus importante avec un taux de 71%. Cet état de fait, montre à quel point que l'exclusion financière demeure importante en Algérie. Egalement et selon le

rapport de la banque mondiale du 12 novembre 2013 sur l'inclusion financière dans le monde intitulé « Global Financial Development Report 2014 : Financial Inclusion ». Ce rapport révèle qu'au niveau du Maghreb central, c'est le Maroc qui affiche la bancarisation la plus élevée avec 22,3 agences pour 100.000 adultes contre un taux de 17,2 pour la Tunisie et 5,3 pour l'Algérie. Ces taux des trois pays restent faibles par rapport à ceux des pays développés : 41, 6 en France, 66, 3 en Italie et 35,4 aux Etats-Unis. **(Rezouali, 2020)** souligne « que la place bancaire algérienne, révèlent en ce sens les chiffres de la banque centrale, se positionne parmi les dernières en termes de bancarisation, avec à peine 1664 agences et un taux de couverture d'une agence pour 27 587 habitants, alors que la norme est d'une agence pour 5000 habitants. C'est dire tous les graves déficits de développement qui restent encore à résorber pour sortir le système bancaire et financier de son archaïsme ». Les stratégies d'inclusion financière ne se contentent pas seulement de numériser les paiements, elles visent aussi à accroître la part des banques dans le domaine du crédit et de l'épargne.

4.5. L'importance de l'infrastructure financière dans l'émergence de l'inclusion financière en Algérie :

Développer l'inclusion financière en Algérie est une condition sine qua non à mettre en œuvre. L'inclusion financière est devenue actuellement le centre d'intérêt de régulateurs financiers en particulier les banques centrales. En effet, il existe une relation étroite entre l'inclusion financière, la stabilité financière et la croissance économique. Pour **(Sari, 2011)** le secteur financier joue un rôle fondamental dans l'accélération des processus d'échanges de biens et de service ; il est à l'origine de toutes les allocations optimales des ressources financières devant stimuler l'activité économique, l'emploi, ainsi que l'amélioration de la productivité et l'innovation. **(Imadalou, 2019)** insiste sur la réforme de la gouvernance des banques publiques qui doit constituer un axe stratégique majeur pour rehausser l'activité bancaire et permettre aux acteurs du secteur d'agir en vecteurs de développement économique du pays en matière de bancarisation, d'inclusion bancaire et de financiarisation de l'économie pour une croissance plus inclusive. Aussi, le développement de l'infrastructure bancaire constitue une priorité absolue en matière d'inclusion financière afin de répondre favorablement à la demande des citoyens dans le domaine des services financiers.

4.6. La bancarisation de l'économie et la lutte contre le marché informel : outils pour une inclusion financière en Algérie

La bancarisation en Algérie demeure faible. (Grim, 2012) indique que la réforme du système bancaire national est étroitement liée à la transformation de l'environnement dans lequel il évolue et plus particulièrement au redéploiement de l'administration économique de l'Etat qui doit se réformer pour accompagner la transition vers l'économie de marché et soutenir l'entreprise dans la production de richesses. (Bey Chikhi, 2010) met en relief que les banques publiques qui monopolisent encore l'essentiel de l'intermédiation financière sont encore loin d'accompagner efficacement la dynamique de développement comme elles restent nettement déphasées par rapport aux conditions de l'économie de marché et de la mondialisation. La réflexion sur le changement est elle-même conditionnée par la typologie des compétences et par les mentalités de ceux qui auront à faire du système bancaire le fer de lance de l'économie. L'encouragement de la démonopolisation de la sphère bancaire devrait se poursuivre et donner lieu à l'accroissement du nombre des banques commerciales et de banques d'affaires pour faire de la concurrence un puissant facteur d'émulation et d'inventivité. Concernant l'informel en Algérie, il constitue une véritable plaie au sein de l'économie algérienne. Il est, en effet, orientée vers la spéculation et se désintéresse de l'investissement dans des cycles à rendement long. Il est donc difficile à court et moyen terme de la mobiliser dans un contexte où la stabilité est fragile et la culture financière est faible (méconnaissance des mécanismes financiers et boursiers), et en l'absence de stratégie claire et efficace de communication institutionnelle des pouvoirs publics en direction de la population, du privé national et de l'émigration.

4.7. Le rétablissement de la confiance dans les banques privées algériennes et l'amélioration du climat des affaires : une source de financement et de bancarisation

En Algérie, les conséquences de la liquidation des banques El Khalifa et de la BCIA ont mis en évidence le manque de contrôle, le fait qu'elle ait touché les deux plus importantes banques du secteur privé, l'absence d'informations adéquates concernant ces deux banques ou leur tombée tardive, leur liquidation a conduit à une panique générale de leurs déposants d'une part et entamé d'une manière décisive et presque irréversible la confiance des clients sur les institutions financières bancaires privées qui ont retiré leurs dépôts de la plupart de celles-ci pour les placer, soit dans les banques publiques qui bénéficient d'un préjugé favorable d'être garanties

par l'Etat, c'est-à-dire de leur remboursement par le trésor en cas de liquidation ou dans les banques étrangères réputées mieux gérées. **(Berkouk, 2019)** souligne qu'il faut dépasser le traumatisme Khalifa Bank et permettre la création de banques privées algériennes de financement et d'investissement. Elles participeraient sur leurs fonds propres à l'animation du marché boursier, au financement des Start-Up et à l'activité de Privat Equity ; Leur fonds propres proviendrait de cette épargne informelle. Ce que l'Etat financier ne parvient pas à faire, le privé devrait le faire. L'Etat aura à assouplir les conditions d'octroi des agréments et sa réglementation sans se départir de son activité de régulation et de contrôle. La difficulté de développement des banques privées en Algérie, n'est liée ni à la réglementation, ni aux difficultés d'obtention de licence. C'est lié à une mauvaise perception de la banque privée. Aux banques privées de se donner les moyens pour bénéficier de la confiance des habitués à travailler avec les banques publiques estime également **(Loehman ,2006)**. **(Hadj-Nacer, 2011)** souligne « l'histoire économique montre que la constitution des banques intervient juste après celle du capital pour multiplier la richesse. Aujourd'hui, en Algérie, les groupes privés ne peuvent pas faire fructifier leur argent en mettant en place des institutions financières au demeurant utiles à la communauté. On ne peut pas régner aujourd'hui dans un pays si l'on n'a pas d'un coté une police et une armée et de l'autre un secteur bancaire capable d'assurer l'autonomie du financement de l'Etat ». L'affaire khalifa Bank ne devrait pas contrarier, ralentir ou remettre l'installation des banques privées algériennes. L'Algérie est régulièrement très mal située dans les différents classements internationaux sur le climat des affaires. **(Lamiri, 2013)** note que « nous sommes régulièrement très mal situés dans les différents classements internationaux sur le climat des affaires. Les causes sont nombreuses. Nous en retiendrons une qui fait l'unanimité, à savoir la bureaucratie. Le management moderne a produit également des thérapies efficaces contre ce fléau »

4.8. L'innovation financière et le développement du numérique en Algérie : instruments managériaux pour une inclusion financière

Le processus d'innovation financière a transformé l'ensemble des systèmes financiers et a marqué l'évolution de l'industrie bancaire. Comme toute industrie, l'industrie financière est une activité qui réalise des profits en vendant des produits, Pour maximiser leurs profits, les institutions financières développent de nouveaux produits pour satisfaire leurs propres besoins et ceux de leurs clients ; en d'autres termes, l'innovation qui peut

être bénéfique pour l'économie est guidée par le désir du devenir. La vision du processus d'innovation conduit à une analyse simple : tout changement dans l'environnement financier stimule la recherche par l'institution financière d'innovations profitables (**Mishkin, Bordes, Hautcoeur et al, 2007**). (**Aglietta, 2005**) notent que l'un des points forts du capitalisme financier tient à la fertilité croisée de ses deux facteurs d'impulsion majeurs : la finance de marché et la diffusion des TIC.

4.9. La finance islamique : une autre alternative pour le financement de l'économie algérienne et le développement de l'inclusion financière en Algérie

La banque d'Algérie a consacré le règlement n°20-02 du 15 mars 2020, définissant les opérations de banque relevant de la finance islamique et les conditions de leur exercice. (**Bouyacoub, 2000**) souligne que le système bancaire islamique s'organise autour de trois principes fondamentaux : interdiction d'une fixation de taux d'intérêt ; partage du profit ou des pertes résultant d'investissement ; promotion des investissements productifs, créateurs de richesses et d'emploi. A la différence des banques classiques, dans lesquelles les risques de crédit sont assumés par les seuls emprunteurs, les banques islamiques participent, en prêtant leur argent, aux risques des opérations. Le système bancaire islamique a pour objectif de participer au développement économique en mobilisant des ressources au niveau national et international, pour les affecter au financement de projets ou d'activités rentables et conformes à la Charia Islamique. Dans ce cadre, (**Nouioua, 2017**) met en relief que l'action menée par les partisans des banques islamiques a donné ses fruits. Un réseau de ces banques s'est développé à partir des années 1960 dans plusieurs pays musulmans et même dans certains pays Occidentaux. Leur nombre s'accroît de plus en plus ainsi que leurs avoirs financiers qui atteignent maintenant des centaines de milliards de dollars ; Elles s'emploient à diversifier leurs opérations aussi bien celles de financement que celles de collecte de fonds. Les soukouks (obligations) ont maintenant un marché relativement étendu. Des pays occidentaux ont commencé à y recourir. Selon (**Siagh, 2012**) aujourd'hui, il existerait quelque 500 institutions financières à travers le monde. Elles ont connu une croissance continue même durant la crise financière mondiale récente. La valeur des actifs de la finance islamique dans les 300 plus importantes institutions financières a atteint le trillion de dollars. Il va sans dire que la finance islamique est encore à ses débuts, elle fait face à de nombreux défis quant à son évolution, notamment son acceptabilité dans une partie du monde

musulman et en Occident. Par conséquent, le défi majeur de la finance islamique est de passer de la marge au centre de l'industrie bancaire et de la finance

4.10. Les autres actions fondamentales à entreprendre pour une efficacité du système bancaire et financier et une amélioration de l'inclusion financière en Algérie :

Le système bancaire et financier en Algérie doit entreprendre des réformes pour une dynamisation de ce secteur, et permettre ainsi de promouvoir l'inclusion financière. Il s'agit entre autres :

- L'amélioration de la qualité de service et de l'image de marque ; La poursuite d'une politique d'octroi de crédits sains et rentables ; Une dynamisation de la relation banque-entreprise ; Susciter la création de sociétés de « capital risque » et de leasing d'une part, et d'un fonds de développement des investissements afin de pallier l'insuffisance de l'autofinancement des investisseurs ; Assister les entreprises en matière de : restructuration, d'ingénierie financière ; L'amélioration de la qualité et de la célérité dans le traitement des opérations ; L'optimisation de l'outil informatique ; La formation du personnel ; L'extension du réseau bancaire ;
- Transformer la poste en banque postale, le réseau d'Algérie poste est très dense, cette mesure permettra d'augmenter la bancarisation du pays d'une part, favoriser la création de banques d'investissement d'autre part ;
- Introduire en bourse les grandes entreprises à l'instar d'Algérie télécom, Les banques...Il faut aussi, augmenter la liquidité des obligations et des bons du trésor pour les rendre attractifs auprès des particuliers et des petites entreprises. La solution standard est l'utilisation des OPCVM (organisme de placement collectif en valeurs mobilières) et des SICAV (société d'investissement capital variable). Une bonne façon de stimuler cette demande est de créer des plans d'épargne actions (PEA) et aussi, les retraites complémentaires pour les personnes physiques en mettant en place des avantages fiscaux ;
- Le développement de la culture bancaire et financière devra constituer une feuille de route pour les pouvoirs publics afin d'éduquer la population à la pratique financière par des campagnes d'information ; d'où l'importance de l'éducation financière en Algérie dans ce cadre.

- Développer le conseil bancaire : L'importance du service conseil bancaire à la clientèle : constitue une innovation dans le domaine bancaire, car un des rôles essentiels de l'institution financière est de conseiller ses clients et être à leur entière disposition. Malheureusement, ce rôle a été délaissé dans les banques algériennes ;
- Intermédiaires naturels entre offre et la demande de capitaux à long terme, les banques algériennes ont un rôle important à jouer sur le marché financier, dans le placement et l'émission de valeurs mobilières et pendant la durée de la vie des titres ; c'est par elles que se nouent les rapports entre émetteurs et épargnants. A cet effet, les institutions bancaires et financières algériennes devront à l'avenir mettre en place des services spécialisés dans ce domaine ;
- La modernisation des systèmes de paiements ; Le problème de la réhabilitation des moyens de paiements (chèque, virement, lettre de change, carte de crédit etc.) se pose avec acuité et conditionne la bancarisation de l'économie qui enregistre un déficit croissant dans les circuits de règlement ;
- La maîtrise des risques : la nécessité pour les banques d'introduire plus de rigueur dans l'évaluation et l'appréciation des concours qu'ils accordent aux opérateurs ;
- L'innovation par l'élargissement de la gamme des produits offerts aux fins de collecter plus d'épargne tout en améliorant les rendements et mobiliser plus de ressources pour les réinjecter dans l'économie...
- Mettre en place un écosystème favorable au développement via le marché des solutions technologiques pour améliorer la négociabilité et la liquidité du marché ;
- Favoriser et développer le paiement électronique signifie traçabilité des transactions, ce qui pousse les opérateurs à éviter cet instrument de paiement : ce qui explique l'ampleur de l'évasion fiscale, d'où la nécessité de prôner une politique fiscale incitative dans le but d'encourager le E-paiement d'une part, et d'autre part, Il faut démocratiser les moyens de paiement par l'encouragement du mobile paiement ;
- Un cadre législatif approprié : Un outil pour renforcer l'inclusion financière : Dans ce cadre, la banque d'Algérie doit jouer un rôle majeur dans la consolidation de l'inclusion financière et ce, à travers

la mise en œuvre de réglementations visant à faciliter les opérations bancaires, les informations financières, au développement des technologies modernes dans le domaine bancaire à travers des moyens de paiement sophistiqués...

Conclusion :

Le secteur bancaire et financier participe à l'allocation efficace des ressources. Il doit être partie prenante à part entière dans la promotion de l'inclusion financière en Algérie. Aussi, le développement des politiques d'inclusion financière efficaces, nécessite des paramètres importants à mettre en œuvre en l'occurrence : l'instauration d'une éducation financière, une diversification des produits et des services financiers afin de consolider une concurrence entre les acteurs financiers. En outre, la confiance et la protection, financière des consommateurs doit être une variable constante qui nécessite une surveillance accrue de la part des pouvoirs publics qui doivent mettre en place une législation à même de renforcer la protection des clients. L'efficacité du système bancaire et financier constitue également un levier stratégique pour la promotion de l'inclusion financière dans un pays. D'autres leviers contribuent également au développement de l'inclusion financière, il s'agit de l'innovation financière, de la bancarisation qui représente également des atouts importants dans l'émergence de l'inclusion financière. En Algérie, des réformes structurelles doivent être mises en œuvre pour dynamiser l'inclusion financière. Toutefois, la réussite des réformes structurelles en question nécessite des leviers fondamentaux entre autres : une bancarisation de l'économie, une formation bancaire et financière basée sur des standards internationaux, un développement de la finance islamique qui peut constituer une autre source de financement pour le secteur économique, le développement d'autres instruments et mécanismes financiers qui sont légion en Occident, sans oublier le rôle du management dans l'efficacité du système bancaire et financier en Algérie. Cependant ; des leviers fondamentaux doivent être mis en œuvre pour atteindre les objectifs souhaités en matière d'inclusion financière notamment, à travers : La contribution des ressources humaines comme levier de pilotage, une bonne gouvernance économique et financière ; une éducation financière qui doit permettre d'informer et de sensibiliser la population via des programmes ciblés pour que les consommateurs soient en mesure de tirer pleinement profit des services et produits financiers et de mieux mesurer les risques y

associés. L'inclusion financière présente un fort potentiel pour atteindre les objectifs de développement durable.

Bibliographie :

- **Allemand S, (2000)**, les étapes de la croissance selon W Withman Rostow, Ouvrage collectif intitulé : L'économie repensée. Editions sciences humaines. Auxerre ; France.
- **Aglietta M, (2005)**, Macro-économie financière, Editions la découverte, Paris.
- **Atta C (2009)**, les indicateurs de l'inclusion sociale : <http://www.cairn.info>
- **Brana A, (2001)**, La politique bancaire dans les pays de l'Europe de l'Est. De la libéralisation financière à la restructuration économique, Edition l'Harmattan, Paris.
- **Abdulrahman A. Al Hamidy**, Directeur Général Président du Conseil d'Administration du Fonds monétaire Arabe (FMA) : rapport du FMA sur les perspectives économiques arabes 2017)
- **Bodie ZVI, Merton R (2011)**, Finance, Pearson Education ; France.
- **Bey Chikhi L (2003)**, les banques : quelle stratégie face aux défis de l'avenir , Ouvrage collectif. Développement et démocratie. Editions Dar El Gharb, Oran.
- **Bouyacoub F, (2000)**, L'entreprise et le financement bancaire, Casbah Editions ; Alger.
- **Berkouk O., (2019)**, La mauvaise gouvernance, seul responsable du détournement vers l'informel de 50% du PIB, Revue Economie du 11/11/2019.
- **Beck et al (2011)** , financial Africa, throught the crisis and beyond world bank
- **Claessens S (, 2006)** ,Access to financial services. A review of the issues and public policy objectives.
- **Daaena M , Barbara S (2015)** , Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres (GCAP) Washington, DC, USA.
- **Dhafer S, Zouari S (2018)**_, rapport de l'union des banques Maghrébines Rapport réalisé par Dhafer SAIDANE, Professeur SKEMA Business School – UCA avec l'assistance de Mme Sana ZOUARI, Université de Sfax.
- **Ezzahed E (2018)** , l'inclusion financière, levier de renforcement des capacités des individus et du développement. Revue finance sous la direction de Benali M et El Bouhadi A ; édité par l'université sidi Mohamed Ben Abdellah (MAROC).

- **Gloukoviezoff G (2013)**, De la bancarisation de masse à l'excellence bancaire et sociale. Editions de l'atelier, Paris.
- **Grim N (2012)**, Entrepreneurs, pouvoir et société en Algérie, Casbah Editions.
- **Imadoulou S., (2019)**. La course à la bancarisation des capitaux informels sans résultats », Liberté Economie du 11/11/2019.
- **Jouahri A (2017)** , Education financière dans le monde Arabe. Colloque international. Fonds monétaire Arabe le 20/21/2016, Maroc.
- **Kempsons et Whyley (1999)** ; Kept out or opted out ? Understanding and combating financial exclusion the policy press
- **Khaled M (2019)** , Efficience informationnelle et excès de confiance : Quel constat pour le marché des actions en Algérie ? Revue d'économie et de statistiques appliquée Volume 16 n° 1, Juin 2019, pp 84-103.
- **Lamiri A (2013)**, La décennie de la dernière chance. Emergence ou déchéance de l'économie algérienne ? , Alger ; Chihab Editions.
- **Monnier P, Mahier –Lefrancois S (2016)**, Techniques Bancaires, Editions Dunod, Paris
- **Mouhoubi. S (1988)**, l'Algérie à l'épreuve des réformes économiques, OPU, Alger.
- **Mishkin F, Bordes C, Haut Cœur PC et al (2007)**, Monnaie, Banque et marchés financiers , Editions nouveaux horizon, Paris.
- **Mansouri M, Khiat A., (2017)**, La confiance instrument managérial, promoteur de l'image de marque. Ouvrage collectif intitulé , La confiance au cœur de la GRH , coordonné par le Pr Khiat Assya. Editions El Adib, Oran.
- **Mas I, Kimar K (2008)** , banking on mobiles why, how, for whom ? Focus note. Washington DC ; CGAP.
- **Mohammedi FZ, Benladhém F (2016)**, La libération financière et la croissance économique en Algérie , Revue Mishakat. Décembre n°3, 2016. Université de Ain Témouchent.
- **Nouioua B (2017)**, Le dinar algérien Passé et présent, Editions Casbah ; Alger.
- **Naas A (2003)**, Le système bancaire Algérien. De la décolonisation à l'économie de marché , Editions Maisonneuve et Laroche ; Paris.
- **Nemouchi F (2020)** , L'exclusion financière en Algérie , Revue économie du 1/10/2020
- **Polilo S (2011)** : wildcats in banking fields : the politics of financial inclusion . Théory and société n° 40

- **Rakhrour Y, Benilles B (2021)** , l'inclusion financière : un levier au service d'une croissance économique inclusive en Algérie. Revue les cahiers du Mecas, VOL n° 17 :Mars 2021/ Université de Tlemcen
- **Rezouali A., (2020)**, De nouvelles mesures sociales malgré la crise , Revue économie du 5/3/2020.
- **Rabhi M., (2020)**, La bourse d'Alger dans un état rachitique, Rapport annuel de la Cosob , Revue économie du 9/5/2020.
- **Sari C (2011)**, Algérie et Maroc : Quelles convergences économiques. Editions Cabrera et All Media ; Alger.
- **Siagh L (2012)**, Les arcanes de la finance islamique, Casbah Editions, Alger.
- **Servet JM (2006)** , Banquiers aux pieds nus : la micro finance. Editions Odile Jacob ; Paris.
- **Temmar HM, (2005)**, Les fondements théoriques du libéralisme, OPU, Alger.